

VII. L'ADOPTION

§1. ANALYSE

L'institution de l'adoption doit être résolument replacée dans la perspective de l'intérêt de l'enfant. Il ne s'agit pas de permettre à des adultes d'assouvir un désir d'enfant, mais bien d'offrir une famille à un enfant.

L'analyse de l'adoption plénière doit précéder celle de l'adoption simple, le maintien de l'une comme de l'autre étant acquis.

I. L'adoption plénière

Seront successivement envisagées les conditions de l'adoption plénière, l'acte de naissance de l'enfant adopté et les effets de l'adoption.

A. *Les conditions de l'adoption plénière*

A.1. *L'adoption par une personne seule*

L'article 343-1 du Code civil reconnaît la possibilité pour une personne seule, âgée de plus de vingt-huit ans, de demander l'adoption plénière. Cette disposition est inopportune. De nombreuses demandes d'adoption par des couples demeurent non satisfaites en raison du peu d'enfants adoptables. Surtout, il est de l'intérêt de l'enfant d'avoir un père et une mère, comme le reconnaît la Convention Universelle des droits de l'enfant (dite Convention de New-York) du 26 janvier 1990.

L'adoption doit être replacée sous la bannière de l'intérêt de l'enfant, non sous celle du désir d'enfant. La demande d'adoption doit, dès lors, être formulée par un couple.

La possibilité, pour une personne seule, d'adopter plénièrement un enfant doit être supprimée.

A.2. *L'adoption par des concubins*

Maints éléments, dont la reconnaissance légale du concubinage ou les dispositions relatives à la procréation médicalement assistée conduisent à reconnaître la possibilité aux concubins de recourir à l'adoption.

Il convient néanmoins de subordonner l'accès à l'adoption aux concubins pouvant justifier d'une vie commune de plus de deux ans, condition requise en matière d'aide médicale à la procréation. Le refus du mariage traduit un refus

d'engagement et peut faire craindre un défaut de stabilité. L'exigence d'une durée de vie commune permet de lever cette crainte et sert l'intérêt de l'enfant. Enfin, elle permettra de lutter contre les comportements frauduleux destinés à contourner l'interdiction de l'adoption par une personne seule.

A.3. L'adoption de l'enfant du conjoint

L'article 345-1 du Code civil reconnaît, en trois circonstances, la possibilité d'adoption plénière de l'enfant du conjoint. Cette disposition peut engendrer des conséquences paradoxales, l'enfant étant juridiquement rattaché plus fortement au conjoint de son auteur qu'à son auteur lui-même.

En effet, le lien de filiation adoptive, dans l'hypothèse d'une adoption plénière, est indestructible, à la différence de la filiation dite biologique.

Il semble dès lors beaucoup plus adéquat de permettre la reconstitution familiale au moyen de l'adoption simple, plutôt que de l'adoption plénière. Il n'est pas nécessaire, s'agissant d'une adoption qui maintient les liens familiaux d'origine, de la subordonner aux conditions entourant actuellement le recours à l'adoption plénière.

A.4. Conditions relatives à la filiation d'origine de l'enfant et au consentement à l'adoption

Les articles 347, 348, 348-1, 348-2, 348-3, 348-4 seraient maintenus sous deux réserves.

Tout d'abord, le consentement à l'adoption est un acte trop grave pour être seulement reçu par le greffier en chef du tribunal d'instance. Il convient d'exiger l'intervention du tribunal d'instance

En outre, le délai de deux mois laissé aux parents pour rétracter leur consentement semble trop court. Il est proposé de le porter à trois mois.

B. L'acte de naissance de l'enfant adopté

L'adoption plénière, telle qu'elle est régie par les textes, est contraire au droit de connaître ses origines et pose le problème du faux en écriture public.

Il est possible de maintenir le secret tout en faisant disparaître le mensonge en instituant l'acte civil d'enfant adopté. Plus radicalement, il est même concevable de lever le secret des origines.

Dans cette double perspective, il est nécessaire de modifier les dispositions de l'article 354 du Code civil. Les deux solutions seront envisagées successivement.

B.1 Reconnaissance du droit de l'enfant adopté de connaître ses parents d'origine

La réforme serait ici radicale. Elle consisterait en la reconnaissance du droit pour l'enfant de connaître ses parents d'origine. Disparaîtrait la dernière phrase de l'alinéa 3 (« *elle ne contient aucune indication relative à la filiation réelle de l'enfant* »). Quelques modifications ponctuelles devraient être, de plus, suggérées. La transcription de la décision prononçant l'adoption plénière reprendrait le jour, l'heure et le lieu de la naissance, le sexe de l'enfant tels qu'ils résultent de l'acte de naissance originaire.

La transcription établirait le nouvel état civil de l'enfant, l'acte de naissance originaire étant privé d'effet.

B.2. Suppression du faux en écriture publique et maintien du secret

La seconde solution, moins radicale, consiste en la suppression du faux tout en maintenant le secret avec accès aux informations non identifiantes énumérées dans le Code de l'aide sociale à l'enfance.

Dans cette optique la transcription ne contiendrait aucune indication relative à la filiation originaire de l'enfant, mais préciserait la nature adoptive de la filiation établie.

C. Les effets de l'adoption plénière

C.1. Date de production des effets

Il semble opportun de maintenir la règle, fixée à l'article 355 du Code civil, de la production des effets au jour du dépôt de la requête.

C.2. Effet de l'adoption sur la filiation de l'adopté

Aux termes de l'article 356 du Code civil, « L'adoption confère à l'enfant une filiation qui se substitue à sa filiation d'origine : l'adopté cesse d'appartenir à sa famille par le sang, sous réserve des prohibitions au mariage visées aux articles 161 à 164.

Toutefois l'adoption de l'enfant du conjoint laisse subsister sa filiation d'origine à l'égard de ce conjoint et de sa famille. Elle produit, pour le surplus, les effets d'une adoption par deux époux. »

La suppression de la possibilité d'adoption plénière de l'enfant du conjoint emporte suppression de l'alinéa 2 de l'article 356.

Au surplus, l'ouverture de l'adoption aux couples non mariés impose une modification de la disposition dans le sens de l'alignement des droits et obligations de l'adopté sur ceux de l'enfant légitime ou naturel.

C.3. Effet de l'adoption sur le nom de l'adopté

La même raison commande une modification de l'article 357 du Code civil.

C.4. Effet de l'adoption sur l'autorité parentale

L'article 358 doit désormais prévoir les conditions d'exercice de l'autorité parentale par renvoi à l'article 372 du Code civil.

II- L'adoption simple

Les changements proposés, affectant les conditions de l'adoption plénière modifieront les conditions de l'adoption simple et justifient, notamment qu'une nouvelle rédaction soit donnée à l'article 360, prévoyant la faculté d'adoption simple de l'enfant du conjoint (seule faculté désormais ouverte) et ouvrant l'adoption simple aux couples non mariés. Les dispositions de l'article 361, opérant renvoi à celles réglementant l'adoption plénière seront également modifiées en ce sens.

Quelques modifications sont également proposées quant aux effets de l'adoption simple.

A. Exercice de l'autorité parentale sur l'adopté simple

L'article 365 alinéa 1^{er} *in fine* prévoit expressément la conservation par le conjoint de l'adoptant, père ou mère de l'adopté, de l'exercice de l'autorité parentale. Cette mention doit être supprimée, l'adoption simple devant conduire à un partage effectif d'autorité dans la perspective de la reconstitution familiale au moyen d'une adoption simple.

L'article doit, de plus, viser, en son alinéa 2, non seulement l'enfant légitime mais également l'enfant naturel.

B Vocation successorale de l'adopté simple dans sa famille d'adoption

L'article 368 prévoit que l'enfant adopté a, dans la famille de l'adoptant, les droits successoraux d'un enfant légitime. Or la référence à l'enfant légitime ne suffit plus dès lors que l'adoption est ouverte aux couples de concubins hétérosexuels. Il convient dès lors de modifier l'article 368 dans cette perspective.

C. Révocation de l'adoption

L'article 370 permet, aujourd'hui, et notamment, à l'un des deux adoptants de demander la révocation de l'adoption. La révocation peut n'être qu'unilatéralement demandée et prononcée.

Cette solution est contestable pour une double raison :

- raison théorique, tout d'abord, dans la mesure où elle viole le principe du parallélisme des formes ;
- raison pratique, ensuite, en raison des conséquences qu'elle est susceptible de produire (on peut concevoir qu'un enfant ne soit plus légitime qu'à l'égard de l'un seulement des parents).

C'est pourquoi il est proposé de n'ouvrir la possibilité de demander la révocation qu'aux deux adoptants, agissant conjointement. Serait ainsi marquée l'indivisibilité des deux liens adoptifs ainsi tissés.

Toutefois, lorsque l'adoption profite à l'enfant du conjoint, il est indispensable de permettre à l'adoptant de demander seul la révocation. Il serait sinon privé de toute faculté de révocation.